

Débat sur l'Ukraine (1) : « Que feriez-vous si vous étiez en Ukraine ? » Est-ce une bonne question ?

Résumé d'un débat sur l'Ukraine au sein de Angry Workers of the World

Vous trouverez ci-dessous un résumé subjectif des discussions que nous avons eues entre camarades d'Angry Workers of the World sur la guerre en Ukraine. Elles ont été assez émotionnelles et personnelles à certains moments. J'essaierai de retracer du mieux que je peux certaines des parties controversées et j'invite d'autres camarades à commenter ce résumé.

Avant d'examiner les questions ouvertes et litigieuses, nous nous sommes mis d'accord sur un certain nombre de points. Nous sommes convenus que nous devons faire de notre mieux pour soutenir les manifestants anti-guerre et les déserteurs en Russie, pour soutenir les travailleurs en Russie qui se mettent en grève contre les retombées économiques de la guerre, et les réfugiés d'Ukraine qui veulent échapper à la guerre. Nous voulons soutenir tous ces travailleurs qui refusent de manipuler des marchandises sanglantes, comme ces dockers britanniques qui ont refusé de décharger le pétrole de l'État russe. C'est pourquoi nous avons signé l'appel de la «Plateforme transnationale pour la grève sociale» comme une plateforme minimale d'action commune, bien que quelque peu pacifiste¹, et nous espérons collaborer concrètement.

Avant d'aborder les arguments les plus controversés, il peut être utile de commencer par examiner ce que nous pensons être les éléments de notre position commune en matière de guerres capitalistes et comment cette position commune supposée se heurte à la situation concrète de la guerre en Ukraine. Nous supposons généralement que « Les travailleurs ne doivent pas soutenir la guerre de leurs patrons » et que, bien qu'il s'agisse d'un slogan un peu brut de décoffrage, « Pas de guerre, sauf la guerre de classe » pouvait exprimer notre ligne politique générale. Nous portons encore des lambeaux du cordon ombilical qui nous relie à Zimmerwald² et à d'autres communistes courants internationalistes du passé.

Je pense que nous sommes sur la même longueur d'onde lorsqu'il s'agit de comprendre le contexte global de la guerre en Ukraine. Nous connaissons l'expansion de l'OTAN et les tentatives de l'État américain de creuser un fossé entre la Russie, la Chine et l'Union européenne. Nous connaissons l'ambition de l'État russe de devenir le gendarme de l'hémisphère oriental, son brutal régime d'exportation totalitaire. Il ne fait aucun doute pour nous que toutes ces rivalités, aggravées par la crise mondiale, se jouent en Ukraine.

Mais qu'est-ce qu'une « guerre des patrons » ? Et à quoi sert un principe internationaliste si votre village est bombardé par un char russe ? Dans quelle mesure les

¹ Cd. le communiqué en français : <https://www.transnational-strike.info/2022/02/24/non-a-la-guerre-pour-une-politique-transnationale-de-la-paix/> (NdT).

² Zimmerwald : réunion clandestine, dans un village suisse, de militants socialistes, pacifistes mais aussi plus à gauche, du 5 au 8 septembre 1915 pour dénoncer le vote des crédits de guerre par les différents partis sociaux-démocrates européens, ainsi que le nationalisme et le militarisme capitaliste. Un «Manifeste» fut rédigé à cette occasion et cette conférence fut suivie par deux autres réunions internationales en 1916 à Kienthal et en 1917 à Stockholm. Les clivages apparus lors de ces conférences, ainsi que, plus tard, l'attitude face à la révolution d'Octobre, provoquèrent des scissions au sein des partis socialistes et l'apparition de nouveaux partis – dits communistes – après 1917 (NdT).

travailleurs ukrainiens doivent-ils simplement se défendre contre une agression militaire ? Nous avons discuté de cette question à trois niveaux principaux.

Le premier niveau de notre discussion a abordé la question dans son sens le plus immédiat : l'autodéfense directe. Nous nous sommes demandé si les gens ont réellement le choix de prendre ou non les armes, ou si le fait de prendre les armes ne leur est pas imposé par la situation. Aurions-nous pu dire aux Juifs enfermés dans le ghetto de Varsovie, aux gens assiégés à Srebrenica ou à des personnes subissant une attaque de l'État islamique de ne pas prendre les armes, parce que leurs armes pourraient être fournies par des nationalistes, ou que leur résistance était conforme aux intérêts d'une des grandes puissances impérialistes ? Je suppose que non, nous n'aurions pas pu. Mais alors la situation en Ukraine est-elle (ou était-elle !) une situation dans laquelle se pose une seule alternative « Combattre ou être tué » dans un sens très immédiat ?

La stratégie de l'État russe étant de présenter l'invasion comme une « libération » saluée par la plupart des Ukrainiens, l'État ukrainien a intérêt à montrer qu'il existe une résistance. La mort de quelques civils sera utile pour le démontrer. Les flammes ont besoin d'être attisées et elles le sont facilement. Ce danger existe. Il y a aussi le danger de manquer une occasion de fraterniser avec les jeunes soldats russes de la classe ouvrière. Les gangs nationalistes ou l'armée régulière ukrainienne n'auront même pas intérêt à essayer de fraterniser avec eux.

Le deuxième niveau de notre discussion a abordé la question de l'autodéfense dans un sens moins immédiat. Verrions-nous l'avancée d'une rangée de chars russes vers le bâtiment du gouvernement à Kiev comme une attaque contre les futures libertés des travailleurs ? En tant que travailleurs, mieux vaut peut-être vivre dans la sphère d'influence de l'Union européenne, avoir accès à de meilleurs marchés du travail et à davantage de libertés individuelles (à moins que vous ne travailliez dans des aciéries ou des mines qui seront très probablement fermées si une plus grande libéralisation du marché est mise en place).

Il ne s'agit pas d'une question rhétorique : de nombreux ouvriers qui ont décidé de prendre les armes ne l'ont pas fait parce qu'ils « veulent simplement défendre leurs maisons », ni parce qu'ils sont des nationalistes partisans de la doctrine du sang et du sol. Ils ne sont pas stupides. Ils savent que la vie sera meilleure du côté occidental du rideau.

Même d'un point de vue politique plus large, nous pourrions dire que la meilleure issue possible de la guerre, tant pour la classe ouvrière locale que pour la classe ouvrière internationale, serait la défaite de l'État russe en tant qu'agresseur immédiat, et la chute de Poutine. Je ne dis pas cela parce que j'aime particulièrement l'Union européenne, mais à cause de ce qui s'est passé récemment au Kazakhstan³, où les chars russes ont été utilisés pour réprimer un soulèvement populaire. Et bien sûr en Syrie. Mais la question est de savoir *comment* l'État russe peut être vaincu.

C'est là que les choses commencent à glisser sur une pente savonneuse. Si nous sommes réalistes, nous savons que l'État russe ne sera vaincu militairement que lorsque l'armée ukrainienne recevra un soutien militaire supplémentaire de la part de l'OTAN (ce qui est déjà le cas) et que la Russie sera sous une menace nucléaire sérieuse, ce qui risque de rendre la guerre incontrôlable.

Une telle issue donnerait-elle du pouvoir à la classe ouvrière mondiale ? Les sanctions n'auront pas un impact suffisant (ou si elles en ont un, elles aggraveront surtout les conditions des travailleurs en Russie), ou, étant donné la dépendance énergétique de la Russie, elles seront appliquées sans enthousiasme par les États de l'Union européenne (avec des échappatoires, par exemple). Dans ce sens, la plupart des militants de gauche

³ Cf. le texte de Mouvement communiste : <http://nfnf.eu/spip.php?article891> (NdT).

appellent rapidement à des « zones d'exclusion aérienne⁴» ou à un véritable soutien militaire de l'armée ukrainienne. Cela va dans le sens des intérêts, par exemple, du nouveau militarisme allemand sous la forme du gouvernement SPD/Verts/FDP qui vient de voter un programme de réarmement de 100 milliards d'euros. Pour info, les Verts sont au gouvernement, comme pendant la guerre de Yougoslavie. La « solution alternative » à l'implication directe de l'OTAN est une guerre « nationale » de longue haleine, avec des milliers de morts, qui pourrait aboutir à une lente attrition de l'effort de guerre russe. Mais cette « résistance » sera entièrement entre les mains des forces nationalistes. Elles pourraient gagner, dans un bain de sang – et probablement accepter une Ukraine divisée. Ce serait une demi-défaite pour Poutine et une défaite totale pour l'internationalisme de la classe ouvrière.

La guerre de Yougoslavie nous offre un bon exemple pour discuter de la situation en Ukraine. Certains de nos camarades étaient étroitement impliqués à l'époque, essayant d'organiser la solidarité pratique de la classe ouvrière. Nous avons assisté à une accumulation similaire d'encouragements financiers et politiques aux tendances nationalistes en Yougoslavie, notamment par l'intermédiaire de l'Allemagne et de l'Autriche. Cette histoire est souvent oubliée et l'accent est mis sur la « boîte noire » de la guerre, les fameuses « rivalités ethniques ». Cela permit au gouvernement allemand, au ministre des Affaires étrangères des Verts, de justifier l'intervention militaire comme un moyen d'« empêcher un nouvel Auschwitz ». La gauche a fourni une couverture pour l'imposition d'une libéralisation brutale du marché. Les massacres ethniques ne furent pas réellement empêchés, mais certains des États de l'ex-Yougoslavie sont aujourd'hui membres de l'Union européenne, fournissant une main-d'œuvre bon marché, ou des lieux d'investissement rentables. Du point de vue « individuel » des travailleurs, du moins en Croatie ou en Slovénie, leur situation est peut-être désormais meilleure que sous le régime « yougoslave », tant sur le plan économique que politique – mais à quel prix si l'on met les choses en perspective ? Des milliers de morts, des divisions nationalistes plus profondes au sein de la classe ouvrière régionale... ?

Un certain « progressisme objectif » au sein de la gauche se répercute également chez AngryWorkers of the World. *« La défaite de l'État russe serait objectivement meilleure pour l'ensemble de la classe ouvrière. L'Union européenne vaut mieux qu'une dictature arriérée. Faire partie d'un bloc économique avancé jouissant d'un plus large éventail de droits démocratiques améliore la possibilité pour la classe ouvrière de mener des luttes futures. En l'absence de révolution, les travailleurs devraient s'attacher au bloc capitaliste qui offre une meilleure base pour les luttes futures. »*

Compte tenu de l'absence d'un mouvement indépendant de la classe ouvrière, ce type de raisonnement est attrayant. Cependant, à moyen et à long terme, il empêche la classe ouvrière de développer l'indépendance requise. Que s'est-il passé d'autre en 1914 ? Le SPD a soutenu qu'une guerre contre le régime du tsar ferait avancer la cause d'un mouvement ouvrier moderne et que des crédits de guerre devraient être accordés – d'une certaine manière, il ne s'agissait pas d'une trahison, mais simplement d'une application de cette approche politique poussée jusqu'à sa conclusion pratique. Cela s'est répété lors de diverses luttes de « libération⁵ » où les travailleurs durent se ranger du côté des segments

⁴ La mise en place de zones d'exclusion aérienne signifierait automatiquement l'intervention de chasseurs de l'OTAN qui abattraient des avions russes au-dessus de l'Ukraine. Une décision improbable... (NdT).

⁵ Cf. ce texte en anglais sur l'Afrique du Sud : <https://www.angryworkers.org/2021/06/17/the-national-liberation-struggle-some-personal-experiences-from-southern-africa/>

« progressistes » de la bourgeoisie, depuis la prétendue « indépendance » de l'Inde jusqu'aux luttes anticoloniales des décennies suivantes.

Plus récemment, j'ai entendu des arguments similaires pendant la guerre du Golfe en 1990/1991. Les militants allemands de la gauche « progressiste » soutenaient que Saddam était un cinglé, un antisémite et un meurtrier de masse (ce qu'il était !) et que les États-Unis répandaient le capitalisme avancé dans le monde, seule base matérielle pour penser au communisme. Par conséquent, le mouvement pacifiste était petit-bourgeois et nous devions cesser d'occuper notre école.

Mais la situation en Ukraine est différente. C'est là que le troisième niveau du débat entre en jeu.

Nous nous sommes demandé si, dans la résistance (armée) elle-même, tant au niveau de l'autodéfense immédiate que de l'autodéfense politique plus large, il existe un espace pour développer des expériences de solidarité et de communauté anti-autoritaire. Nous entendons beaucoup parler d'actions de soutien entre voisins, d'actes de solidarité entre étrangers et de la formation d'unités de combat indépendantes. La question est de savoir s'il existe une base matérielle et politique pour que ces espaces ne soient pas engloutis par le nationalisme ukrainien, la Mafia, un « homme fort providentiel », ou les puissances impérialistes. D'où viennent les armes, qui a l'expérience du combat ?

Nos camarades polonais rapportent que les prix des armes et des équipements, tels que les casques, ont fortement augmenté – il y a peu de chance qu'un réarmement des travailleurs puisse avoir lieu de façon indépendante. Les unités paramilitaires fascistes d'Azov sont intégrées dans l'armée régulière et reçoivent des armes modernes et des instructions par le biais de canaux liés à l'OTAN, financés par l'oligarchie ukrainienne. La « communauté » pourrait aussi bien être définie dans un sens national interclassiste, et bénéficier de l'aide des entreprises locales. A mon avis, en l'absence d'une unité préalable de la classe ouvrière et d'une clarté politique préalable, cet esprit « anti-autoritaire » ne peut se développer dans une situation où l'équilibre des forces penche totalement du côté des forces de l'État ukrainien et des nationalistes. Nous n'avons pas affaire à l'Espagne de 1936. Mais ce n'est jamais le cas et nous ne pouvons pas non plus nous reposer dans notre fauteuil défaitiste. Peut-être devrions-nous accepter le fait que la classe ouvrière ne reconstruira pas progressivement ses forces par le biais de conflits sociaux, mais qu'elle devra aussi se recomposer dans ce type de situations confuses ?

Quelle serait la solution alternative ? Est-il réaliste de conseiller aux travailleurs ukrainiens de laisser l'État russe imposer son gouvernement fantoche et de se battre ensuite pour leur liberté « aux conditions des travailleurs » ? Pourraient-ils simplement se réunir et s'organiser dans un État policier impérial ? Auraient-ils raté l'occasion de se battre pour obtenir le répit nécessaire ?

L'histoire offre des exemples dans les deux cas. Dans de nombreuses situations, des militants ouvriers ont fini par se retrouver isolés, incarcérés ou en exil, parce qu'ils avaient évité la confrontation, en attendant un moment plus opportun. Il existe également de nombreux exemples où les travailleurs ont réussi à combattre des États policiers « selon leurs propres conditions », comme en Corée du Sud ou au Brésil dans les années 1980, sans effusion de sang massive ni conneries nationalistes. C'est peut-être ce que les travailleurs ukrainiens devront traverser ; ils devront peut-être faire profil bas et résister à la tempête de la guerre et combattre l'État russe occupant selon leurs propres termes, plutôt que de risquer une escalade de la guerre sous une direction nationale bourgeoise. Mais il s'agit là d'un choix spéculatif, étant donné l'absence d'un sujet collectif qui serait en mesure de choisir. Qui sont « les travailleurs d'Ukraine » ? Le fait que, à ce jour [10

mars 2022], plus de deux millions de personnes aient quitté le pays fait partie de ce choix et de l'équation.

Si, au départ, la question « Que feriez-vous si vous étiez en Ukraine ? » semblait productive, elle s'est rapidement transformée en une impasse dépolitisée. Que pouvez-vous faire s'il n'y a pas de mouvement de la classe ouvrière sur le terrain ? C'est ainsi que nous avons fini par soutenir les efforts « pacifistes » généraux, avec un ajout malhabile mentionnant la « classe ouvrière ».

Je me suis demandé ce que j'aimerais dire à mes collègues de l'hôpital où je travaille au sujet de la guerre. J'ai eu une discussion avec un collègue brancardier mal payé, originaire de Pologne, qui m'a dit : « *C'est bien que le gouvernement allemand dépense maintenant davantage pour l'armée. C'est nécessaire dans le monde où nous vivons, vous pouvez le voir en Ukraine .* » Le projet de tract ci-dessous est une « expérience de pensée » : qu'avons-nous à dire à nos collègues de travail ? Certes, le résultat est sans doute très décevant, mais c'est aussi l'expression d'une impuissance objective. Comment reconstruire réellement, pratiquement, l'internationalisme ouvrier, au-delà des principes les plus éculés ? La gauche glisse rapidement dans les deux camps opposés (pro-Poutine/pro-indépendance), et les petites voix qui appellent à l'unité de la classe ouvrière et au changement de système sont à peine entendues. Quel genre d'actions – d'autodéfense, de soutien, etc. – permettraient à ces voix d'être entendues et quels types d'actions les étoufferaient ou les contrediraient ?

Voici donc un projet de tract fictif...

*** DE LA CRISE A LA GUERRE – COMMENT TROUVER UNE ISSUE ?**

Comme les travailleurs d'autres pays, nous sortons à peine de la pandémie et nous voilà maintenant confrontés au danger d'une escalade de la guerre en Ukraine. Nous avons nos propres combats quotidiens qui nous épuisent. Certains d'entre nous ont perdu leur emploi pendant la pandémie, d'autres ont été surchargés de travail, maintenant nous sommes tous confrontés à l'augmentation du coût de la vie. Sommes-nous même en état de penser à la guerre ?

Que nous le voulions ou non, nous sommes liés à cette guerre. En tant qu'êtres humains, nous voyons les autres souffrir. En tant que travailleurs, nos salaires sont engloutis par de nouvelles augmentations des prix de l'énergie et de la nourriture en raison de la guerre. En tant que futures victimes potentielles, nous sommes aussi concernés si les choses s'aggravent encore. Mais d'une certaine manière, nous sommes encore plus profondément liés à la situation.

Dans une société où tout a un prix et est vendu sur le marché – de la main-d'œuvre à la nourriture en passant par les armes – la guerre peut représenter une bonne affaire pour certains. La plupart des pays de l'Union européenne échangent des armes avec l'Ukraine et, dans le même temps, du gaz et du pétrole avec la Russie. Les États-nations sont en concurrence sur ces marchés et cette concurrence se transforme souvent en guerre.

Nous vivons dans une société où le potentiel d'une vie agréable se retourne contre nous. Les nouvelles technologies entraînent des pertes d'emploi et davantage de stress au travail, car elles ne sont pas utilisées dans notre intérêt, mais pour faire des profits. Alors que la pauvreté augmente, des milliards de dollars, d'euros et de roubles sont dépensés en matériel de guerre. Comment les personnes au pouvoir peuvent-elles défendre cette folie, qui leur accorde privilèges et profits ? En créant des ennemis extérieurs. Les travailleurs en Russie ne sont sûrement pas heureux, tout comme les travailleurs en Ukraine. Mais au lieu de se débarrasser de leurs dirigeants, ils sont maintenant prisonniers de la guerre.

C'est une révolte internationale des travailleurs qui a mis fin à la Première Guerre mondiale. Nous avons maintenant besoin d'une révolte des travailleurs pour empêcher la Troisième Guerre mondiale. Nous pouvons soutenir :

- nos courageux frères et sœurs en Russie qui protestent contre la guerre, au risque d'être arrêtés et emprisonnés ;
- les milliers d'enseignants en Russie qui ont publiquement refusé d'enseigner la version de la guerre présentée par Poutine ;
- les travailleurs en Russie qui sont actuellement en grève pour cause de salaires impayés, autre conséquence de la guerre ;
- ceux qui refusent de combattre dans l'une ou l'autre des armées belligérantes et tentent de quitter le pays;
- les travailleurs ukrainiens qui tentent de résister à l'occupation militaire et refusent de se laisser entraîner dans un bain de sang nationaliste ;
- les nombreux dockers qui refusent de charger et de décharger du pétrole en provenance de Russie ou des missiles de croisière destinés à l'Arabie saoudite.

Notre meilleur soutien est de lutter pour une société meilleure ici, là où nous vivons. Nous avons besoin d'une société fondée sur la solidarité et la collaboration entre les travailleurs, dans laquelle nous déciderons comment et ce que nous produisons pour obtenir une vie meilleure, et dans laquelle cette décision ne dépendra pas des marchés, des profits et des seigneurs de la guerre. Rassemblons-nous contre les licenciements, les réductions de salaire, les expulsions et autres attaques contre nous en tant que travailleurs !

10 mars 2022